



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles

Dijon, le **30 SEP. 2021**

Pôle Patrimoines et Architecture/Coordination
Affaire suivie par : Monique GEOFFROY
Tél : 03.80.68.50.47
Courriel : monique.geoffroy@culture.gouv.fr

N/Réf. : PA/MG/2021/n° 253
P.J. : 2

COPIE

La Directrice régionale
des affaires culturelles

à

Madame la Directrice départementale des territoires
de la Côte-d'Or

Service préservation et aménagement de l'espace
Bureau planification et prévention des risques technologiques

57 rue de Mulhouse
B.P. 53317
21033 Dijon Cedex

Objet : (21) LARREY - Elaboration du plan local d'urbanisme
Avis sur projet arrêté

Vous avez adressé à la Direction régionale des affaires culturelles, pour avis, le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Larrey, arrêté par délibération du conseil municipal en date du 16 juillet 2021.

J'ai l'honneur de vous transmettre les observations des services de la DRAC.

Observations du Service régional de l'archéologie

Concernant le règlement, il conviendrait de retirer, page 6, le paragraphe suivant, car il n'y a pas de ZPPA sur cette commune :

"La DRAC demande que lui soient communiqués pour avis au titre du code de l'urbanisme tous les dossiers d'aménagement affectant le sous-sol dans les 4 types de zone affectée d'un seuil de surface permettant de hiérarchiser le potentiel archéologique sur le territoire communal. Ces zones géographiques sont définies sur la carte archéologique présente dans le rapport de présentation."

Dans le Rapport de présentation, il conviendrait :

- de retirer page 59, le paragraphe suivant : "La carte suivante permet de hiérarchiser les secteurs en fonction de leur potentiel archéologique. Elle indique les surfaces à partir desquelles les projets doivent être déclarés à la DRAC. Des dispositions particulières, rappelées dans le règlement, s'appliquent en fonction des sites présentant une sensibilité archéologique manifeste. Le code du patrimoine aura vocation à être respecté dans le cadre d'opérations d'aménagement spécifiques."

et le remplacer par la liste des entités (cf. pièce jointe).

- de retirer page 95 les paragraphes du 3, totalement erronés et les remplacer par :

"Les aménagements de type ZAC ou permis de lotir d'une superficie égale ou supérieure à 3 ha doivent faire obligatoirement l'objet d'une saisine de la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté - Service régional de l'archéologie, en application de l'article R.523-4 du code du patrimoine. Il en va de même pour les travaux d'affouillement ou de création de retenue d'eau, d'une surface égale ou supérieure à 1 ha (article R.523-5 du code du patrimoine).

- En application des articles L.531-14 et R.531-8 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au maire de la commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté - Service régional de l'archéologie (39 rue Vannerie - 21000 DIJON ; Tél. : 03.80.68.50.18 ou 03.80.68.50.20).

- L'article R.523-1 du code du patrimoine prévoit que : "Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations".

- Conformément à l'article R.523-8 du code du patrimoine : "En dehors des cas prévus au 1° de l'article R.523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R.523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance."

Observations de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de Côte-d'Or

Les remarques portent essentiellement sur le règlement.

1 - Remarques générales

L'identification des éléments remarquables du patrimoine bâti et naturel est un objectif du PADD. Le document graphique (pièce n° 5, plan de zonage) auquel il est fait référence dans le règlement (page 4) devrait être plus exhaustif et prendre en compte les éléments d'intérêt patrimonial et paysager caractéristiques de la commune (pigeonnier, lavoir, piliers et portails, maisons ou granges, cônes de vues...) comme l'autorise l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Limiter l'intérêt du village de Larrey aux calvaires et murets n'est pas suffisant.

Pour garantir la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère de Larrey, il serait opportun d'introduire au début de paragraphe consacré aux dispositions d'ordre général (page 12) le paragraphe suivant :

"Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales".

Comme le mentionnent habituellement les documents de planification, il conviendrait d'introduire, après l'article 2 relatif à la division du territoire en zone, un article 3 (page 4) relatif aux adaptations mineures telles que prévues à l'article L.152-3 du code de l'urbanisme, et supprimer l'expression "dans la mesure du possible", qui ne rend pas la règle convaincante.

2 - Remarques particulières sur la qualité urbaine et architecturale, environnementale et paysagère

Page 12 - Dispositions d'ordre général

L'ouvrage "Restaurer, aménager, bâtir en Pays Châtillonnais" et les fiches établies par l'UDAP de Côte-d'Or sont des guides et fiches techniques d'information destinés à orienter les projets en matière de travaux de construction, de rénovation ou de réhabilitation en secteur protégé. Elles ne deviendront des prescriptions que par leur insertion dans le règlement.

Aussi, il conviendrait de fusionner les alinéas 1 et 2 et les reformuler dans un seul paragraphe :

"Les projets d'extension, de réhabilitation de bâtiments existants ainsi que les projets de constructions neuves devront prendre en considération les informations figurant dans l'ouvrage "Restaurer, aménager, bâtir en Pays Châtillonnais" et dans les fiches établies par l'UDAP de Côte-d'Or, notamment sur les volumes, le traitement des toitures et des façades et les teintes".

Au point 4, il conviendrait d'ajouter : "sous réserve de leur intégration architecturale".

Page 14 - Article 6 - Toitures et couvertures

Sur la forme, merci de bien vouloir supprimer les intitulés "forme et matériaux et couleurs", qui alourdissent le document.

Sur le fond, vous voudrez bien apporter les modifications suivantes :

- supprimer le terme : "au moins deux pans", au niveau des pentes de toitures, qui ouvrirait des possibilités de toitures à 4 pans ou multiplans, n'existant pas sur la commune de Larrey ;
- ajouter : "une couverture à un seul pan pourra être acceptée pour les annexes, vérandas ou appentis accolés à la construction principale" ;

- ajouter : en fonction de la typologie de la construction, les toitures doivent être couvertes en :

- tuiles de teinte rouge nuancé : petites tuiles plates dite bourguignonne 65 m², tuiles mécaniques losangées ou à côtes, tuiles d'aspect plat ;
- ardoises naturelles ;
- d'autres dispositions pourront être envisagées pour les bâtiments annexes (vérandas, abris de jardin ou extensions) ou les bâtiments agricoles existants sous réserve de leur intégration architecturale ;
- l'isolation thermique par l'extérieure (type sarking) est interdite sur bâti ancien traditionnel."

- ajouter un article sur les **percements en toitures**, à savoir :

- sont autorisées les lucarnes jacobines, capucines ou meunières ;
- les châssis de toit ou fenêtres de toit visibles de l'espace public devront être d'aspect traditionnel (avec meneau central) sans volet externe et de dimension maximale 78*98 ht ;
- sont interdites les lucarnes rampantes, chiens assis ou outeau.

- ajouter un article sur les cheminées, à savoir :

- les cheminées en pierre ou en brique doivent être conservées ou remplacées par des cheminées maçonnées ou en brique ;
- les conduits inox doivent être intégrés à l'architecture ;
- les sorties en toiture de tube inox ou de matériau récent doivent être masquées dans une cheminée carrée ou rectangulaire de même aspect que les cheminées enduites ou en briques.

Page 14 - Article 6 - Bâtiments/Parements extérieurs

Il conviendra de faire une distinction entre façades et menuiseries plutôt qu'entre forme, matériaux et couleurs.

Vous voudrez bien apporter les ajouts suivants :

- "Façades" :

- les façades doivent être enduites au mortier de chaux ou badigeonnées ;
- la mise en peinture sur les façades en pierre, moellons de pierre calcaire ou enduites à la chaux est interdite ;
- l'isolation thermique par l'extérieur sur les bâtiments anciens traditionnels (en pierre, en moellons ou colombages) est interdite ;
- conserver les points 5-7 et 8.

- "Menuiseries" :

Pour les constructions anciennes :

- les fenêtres doivent reprendre les profils des menuiseries traditionnelles en fonction de la typologie du bâtiment ;
- les volets battants à barre et sans écharpes ou persiennes doivent être conservés ou reconduits à l'identique sur les façades visibles des espaces publics ;
- les volets roulants sont interdits sur les parties visibles de l'espace public.

Pour les constructions neuves (constructions postérieures à 1948) :

- les volets roulants pourront être autorisés si leurs caissons sont invisibles des espaces publics ou s'ils sont masqués derrière un lambrequin.

Page 16 - Autres

Les équipements techniques doivent être pensés comme des éléments architecturaux car ils ont un impact non seulement à l'échelle du bâtiment mais aussi du paysage.

Vous voudrez bien :

- ajouter : "les dispositifs d'énergie renouvelable (les capteurs solaires, panneaux photovoltaïques...) doivent être posés au sol ou encastrés sur un appentis ou des éléments annexes et ne pas être visibles depuis les espaces publics".

- conserver le point 10 ;

- supprimer le point 11.

Page 16 - Caractéristiques des clôtures

Le règlement applique indifféremment les mêmes dispositions aux secteurs U et Uj alors que le zonage distingue les deux secteurs et identifie murs et murets.

Il conviendra d'ajouter une disposition sur les éléments de clôtures d'intérêt patrimonial, repérés sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme (mur en moellons ou en pierres équarries, piliers en pierre, portail) qui devront être restaurés ou remplacés à l'identique.

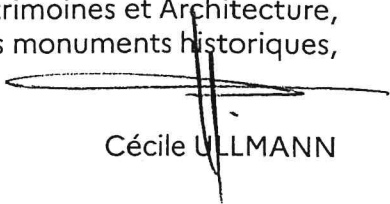
Par conséquent, j'émet un avis favorable au projet de PLU de la commune de Larrey, sous réserve de la prise en compte des recommandations formulées ci-dessus.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez contacter le Service régional de l'archéologie (Anne Charmot - Tél. : 03.80.68.50.18 ou 50.20) et l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Côte-d'Or (Régine Roger - Tél. : 03.80.68.50.27).

Pour le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation

Pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par délégation

La Coordinnatrice du Pôle Patrimoines et Architecture,
Conservatrice régionale des monuments historiques,



Cécile ULLMANN

Copie à :

- Mairie de Larrey

Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté
Hôtel Chartraire de Montigny - 39-41 rue Vannerie - BP 10578 - 21005 Dijon Cedex
Tél. 03 80 68 50 50

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Bourgogne-Franche-Comte

Commune de Larrey (Côte-d'Or)

Liste des sites archéologiques

1	Champ Barbe		LIT	Néolithique	loc. inc. dans une emprise connue
2	Grand Chemin Tonnerrois	voie		Gallo-romain	loc. connue et limites supposées
3	Forêt de l'Hôpital (Coupe 27)	incinération	CER PAR INST L	Premier Age du fer	loc. inc. dans une emprise connue
4		inhumation	CER PAR INST L	Premier Age du fer	loc. inc. dans une emprise connue
5		sépulture	CER PAR INST L	Premier Age du fer	loc. inc. dans une emprise connue
6		tumulus	CER PAR INST L	Premier Age du fer	loc. inc. dans une emprise connue
7	Grand Chemin des Romains	voie		Gallo-romain	loc. connue et limites supposées
8	De la Charme aux Herbues Mi	voie		Gallo-romain	loc. connue et limites supposées
9	Fontaine des Murots	villa		Gallo-romain	loc. inc. dans une emprise connue
10	Le Breuil	villa		Gallo-romain	loc. inc. dans une emprise connue
11	Chemins n° 5, 12, 15	voie		Gallo-romain	loc. et extension connues
12	La Bataille	voie		Gallo-romain	loc. inc. dans une emprise connue
13	Dessus des Caumailles	église		Haut moyen-âge	loc. et extension connues
14	Le Château	château fort		Moyen-âge classique	loc. et extension connues
15	Le Fourneau	four		Moyen-âge	loc. inc. dans une emprise connue
16		production métallurgique		Moyen-âge	loc. inc. dans une emprise connue
17	Côteau des Vignes de Bissey,	construction	TUI	Epoque moderne	loc. inc. dans une emprise connue
18	Les Caumailles, Les Echaude			Néolithique	loc. inc. dans une emprise connue
19	Les Foisses, l'Herbue Coulmo	tumulus	?	Age du bronze	loc. et extension connues
20	La Bataille	cimetière		Haut moyen-âge	loc. inc. dans une emprise connue

Tableau de synthèse

		Reformuler	Supprimer	Ajouter
Dans tout le document	dans la mesure du possible		X	
P4	L'article L152-3 du code de l'urbanisme-adaptations mineures			
P 12	« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».			X
P12-Point 4	sous réserve de leur intégration architecturale			X
P14- Toitures et couvertures- article 6	les intitulés forme - matériaux et couleurs		X	
	au moins		X	
	une couverture à un seul pan pourra être acceptée pour les annexes, vérandas ou appentis accolés à la construction principale.			X
	en fonction de la typologie de la construction, les toitures doivent être couvertes en - tuiles de teinte rouge nuancé : petites tuiles plates bourguignonne 65 m², tuiles mécaniques losangées ou à côtes, tuiles d'aspect plat . - ardoises naturelles . - d'autres dispositions pourront être envisagées pour les bâtiment annexes (vérandas, abris de jardin ou extensions) ou les bâtiments agricoles existants sous réserve de leur intégration architecturale . -l' isolation thermique extérieure (type sarking) est interdite sur bâti ancien traditionnel.			X
	Un article 7 sur les percements en toiture Sont autorisées les lucarnes jacobines, capucines ou meunières. - sont interdites les lucarnes rampantes, chiens assis ou outeau.. - les châssis de toit ou fenêtres de toit visibles de l'espace public seront d'aspect traditionnel (avec meneau central), sans volet externe et de dimension maximale 80*100		X	
	-Un article 8 sur les cheminées les cheminées en pierre ou en brique doivent être conservées ou remplacées par des cheminées maçonnées ou en brique. - les conduits inox doivent être intégrés à l'architecture . - les sorties en toiture de tube inox ou de matériau récent doivent être masqués dans une cheminée carrée ou rectangulaire de même aspect que les cheminées enduites ou en briques .		X	

		Reformuler	Supprimer	Ajouter
page 14-article 6 Bâtiments/Parements extérieurs	- Faire une distinction entre façadeS et menuiseries plutôt qu'entre forme, matériaux et couleurs			
	Article 9 -Façades - les façades doivent être enduites au mortier de chaux ou badigeonnées ; - la mise en peinture sur les façades en pierres, moellons de pierre calcaires ou enduites à la chaux est interdite. - l'isolation thermique par l'extérieur sur les bâtiments anciens (en pierres , en moellons ou colombages)est interdite - conserver le point 5-7 et 8			X
	Article 10 -Menuiseries Pour les constructions anciennes : - les fenêtres doivent reprendre les profils des menuiseries traditionnelles en fonction de la typologie du bâtiment. - les volets battants à barre et sans écharpes ou persiennes doivent être conservés ou reconduits à l'identique sur les façades visibles des espaces publics . - les volets roulants sont interdits sur les parties visibles de l'espace public ; Pour les constructions neuves (constructions postérieures à 1948) - les volets roulants pourront être autorisés si leurs caissons sont invisibles des espaces publics ou s'ils sont masqués derrière un lambrequin.			X
Page 16- Autres	les dispositifs d'énergie renouvelable (les capteurs solaires, panneaux photovoltaïques ..) doivent être posés au sol ou encastrés sur un appentis ou des éléments annexes et ne pas être visibles depuis les espaces publics. - conserver le point 10		X	

